1991 1992

ANNUAL REPORT **RAPPORT ANNUEL**

Income Assistance Aide au revenu

New Nouveau
Brunswick

93-02581/

1991-1992 Annual Report

Published by:
Department of Income Assistance
Province of New Brunswick
P.O. Box 6000
Fredericton, New Brunswick
E3B 5H1
Canada

November 1992

Design Management:
Communications New Brunswick

Typesetting:
Queen's Printer for New Brunswick

Printing and Binding:
Printing Services, Supply and Services

ISBN 1-55048-936-4

ISSN 0845-5554

Printed in New Brunswick

Rapport annuel 1991-1992

Publié par :
Ministère de l'Aide au revenu
Province du Nouveau-Brunswick
Case postale 6000
Fredericton (Nouveau-Brunswick)
E3B 5H1
Canada

Novembre 1992

Services de design :
Communications Nouveau-Brunswick

Photocomposition :
Imprimeur de la Reine pour le Nouveau-Brunswick

Imprimerie et reliure :
Services d'imprimerie, Approvisionnement et Services

ISBN 1-55048-936-4

ISSN 0845-5554

Imprimé au Nouveau-Brunswick

Think Recycling! Pensez à recycler!

1991 1992

ANNUAL REPORT **RAPPORT ANNUEL**

Income Assistance Aide au revenu

New Nouveau
Brunswick

Department of Income Assistance
P. O. Box 6000
Fredericton, N. B.
E3B 5H1

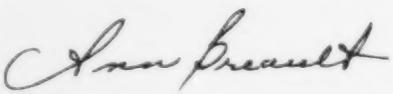
Office of the Minister

The Honourable Gilbert Finn
Lieutenant-Governor of the Province of New Brunswick

Sir:

It is my privilege to present, for the information of your Honour and the Legislative Assembly, the Annual Report of the Department of Income Assistance for the fiscal year 1991-92.

Respectfully submitted,



Ann Breault

Department of Income Assistance
P. O. Box 6000
Fredericton, N. B.
E3B 5H1

Office of the Deputy Minister

The Honourable Ann Breault
Minister of Income Assistance
Province of New Brunswick

Dear Mrs. Breault:

I have the honour to submit, for your consideration, the Annual Report of the Department of Income Assistance for the year 1991-92.

The report contains detailed information about the programs and activities undertaken by the Department during this period.

Respectfully submitted,

Ernest L. MacKinnon

Ministère de l'Aide au revenu
C.P. 6000
Fredericton, N.-B.
E3B 5H1

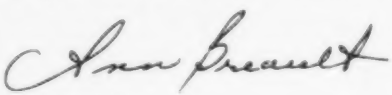
Cabinet du Ministre

À son Honneur Monsieur Gilbert Finn
Lieutenant-gouverneur de la province
du Nouveau-Brunswick

Monsieur:

J'ai le privilège de porter à l'attention de votre Honneur et de l'Assemblée législative le Rapport annuel du ministère de l'Aide au revenu pour l'année financière 1991-92.

Veuillez agréer, Monsieur le Lieutenant-gouverneur, l'expression de ma haute considération.



Ann Breault

Ministère de l'Aide au revenu
C.P. 6000
Fredericton, N.-B.
E3B 5H1

Cabinet du sous-ministre

Madame Ann Breault
Ministre de l'Aide au revenu
Province du Nouveau-Brunswick

Madame la Ministre,

J'ai l'honneur de vous remettre le Rapport annuel du ministère de l'Aide au revenu pour l'année 1991-1992.

Vous y trouverez de nombreux renseignements sur les activités et les programmes du Ministère au cours de cette période.

Veuillez agréer, Madame la Ministre, l'expression de ma haute considération.

Ernest L. MacKinnon

Table of Contents

Introduction 7

Organizational Chart 9

Areas served by the Department and location of offices 10

Income Security Division 11

Income Maintenance Services 11

Income Support Services. 15

Planning and Evaluation 18

Corporate Services Division 21

Social Welfare Appeals Board 26

Tables (In Appendix) 28

Note: In this document words importing the masculine or feminine gender shall apply interchangeably.

Table des matières

Introduction 7

Organigramme 9

Régions desservies par le Ministère et emplacement des bureaux 10

Division de la sécurité du revenu 11

Service de soutien du revenu 11

Service d'aide financière 15

Division de la planification et de l'évaluation 18

Division des services généraux 21

Commission d'appel du bien-être social 26

Tableaux (en annexe) 28

Remarque: Dans le présent document les mots employés au masculin s'entendent également du féminin et vice versa.

Introduction

The Department of Income Assistance is pleased to present, in this report, information on programs and services provided during the 1991-92 fiscal year.

Programs and services are briefly described with an account of the fiscal year's activities. The Report has limited financial data as this information is provided in the "Public Accounts of the Province of New Brunswick for the fiscal year ended 31 March 1992". The Department conducted its endeavours under the guidance of its mandated mission.

The mission of the Department is to provide quality services leading to client self-sufficiency.

In carrying out its mission, the Department of Income Assistance subscribes to certain values. These are intended to define not only the department philosophy, but also to provide a guide for all employees in carrying out their responsibilities.

The five fundamental beliefs of the Department are:

1. that our clients are important, and we are committed to providing quality service.

2. that we believe effective performance is a product of people who have been empowered with the confidence and support necessary to do their jobs.

3. that we support achievement through creativity and innovation.

4. that we value adaptability and the goal of continuous improvement.

5. that we value participation and teamwork at all levels of the organization.

These values are intrinsic to our programs, and motivate us to seek out solutions to effectively meet the complex problems of poverty. They also express a confidence and belief in the strengths, abilities and willingness of our staff to assist clients in reaching their full potential.

In addition to providing financial assistance to our clients, the Department is continuing to implement the Future Opportunities to Combat Unemployability Successfully (FOCUS) Program.

Introduction

Par l'entremise de ce rapport, le ministère de l'Aide au revenu est heureux de présenter des renseignements sur les programmes et les services offerts au cours de l'année financière 1991-1992.

Le rapport donne une brève description des programmes et des services et un compte rendu des activités de l'année. Il contient peu de données financières, celles-ci étant portées aux «Comptes publics de la province du Nouveau-Brunswick pour l'année financière terminée le 31 mars 1992». Le Ministère a déployé ses efforts en fonction de la mission pour laquelle il a été mandaté.

La mission du Ministère est d'offrir des services de qualité qui permettront aux clients de subvenir à leurs propres besoins.

Dans le cadre de sa mission, le ministère de l'Aide au revenu a adopté certaines valeurs. Ces valeurs non seulement aident à définir la philosophie du Ministère mais servent également de guide à tous les employés dans l'exercice de leurs fonctions.

Voici les cinq valeurs fondamentales du Ministère :

1. Nos clients sont importants et nous nous engageons à leur offrir un service de qualité.

2. Nous sommes convaincus qu'un rendement efficace est le résultat qu'obtiennent des personnes à qui on a accordé la confiance et l'aide nécessaires pour mener à bien leur travail.

3. Nous encourageons la créativité et l'innovation dans les réalisations.

4. Nous attachons de l'importance à la capacité de s'adapter et à l'objectif de continuer à nous améliorer.

5. Nous accordons la priorité à la participation et au travail d'équipe à tous les paliers de l'organisation.

Ces valeurs sont sous-jacentes à nos programmes et nous motivent à chercher des solutions en vue de répondre efficacement au problème complexe de la pauvreté. Elles démontrent une confiance et une conviction dans la force, l'habileté et la volonté de nos employés à aider les clients à développer tout leur potentiel.

En plus d'offrir à ses clients une aide financière, le Ministère a continué la mise en oeuvre du Programme CIBLE (Combattre l'inaptitude au travail : Bâtir des lendemains par l'emploi). Ce programme met le

This program challenges the Department to eliminate, and help the clients eliminate, the barriers that restrain them from making the transition from dependence to self-sufficiency.

During 1991-1992, the Department, along with the Department of Advanced Education and Labour, negotiated a detailed agreement with the Federal government for implementation of the NB Works strategy. NB Works is a national demonstration project which will provide education, training, and work experience to social assistance recipients with families, who have less than a grade twelve education. Participants will be involved in the program for up to three years or more. The objective of the project is self- sufficiency through education and work experience.

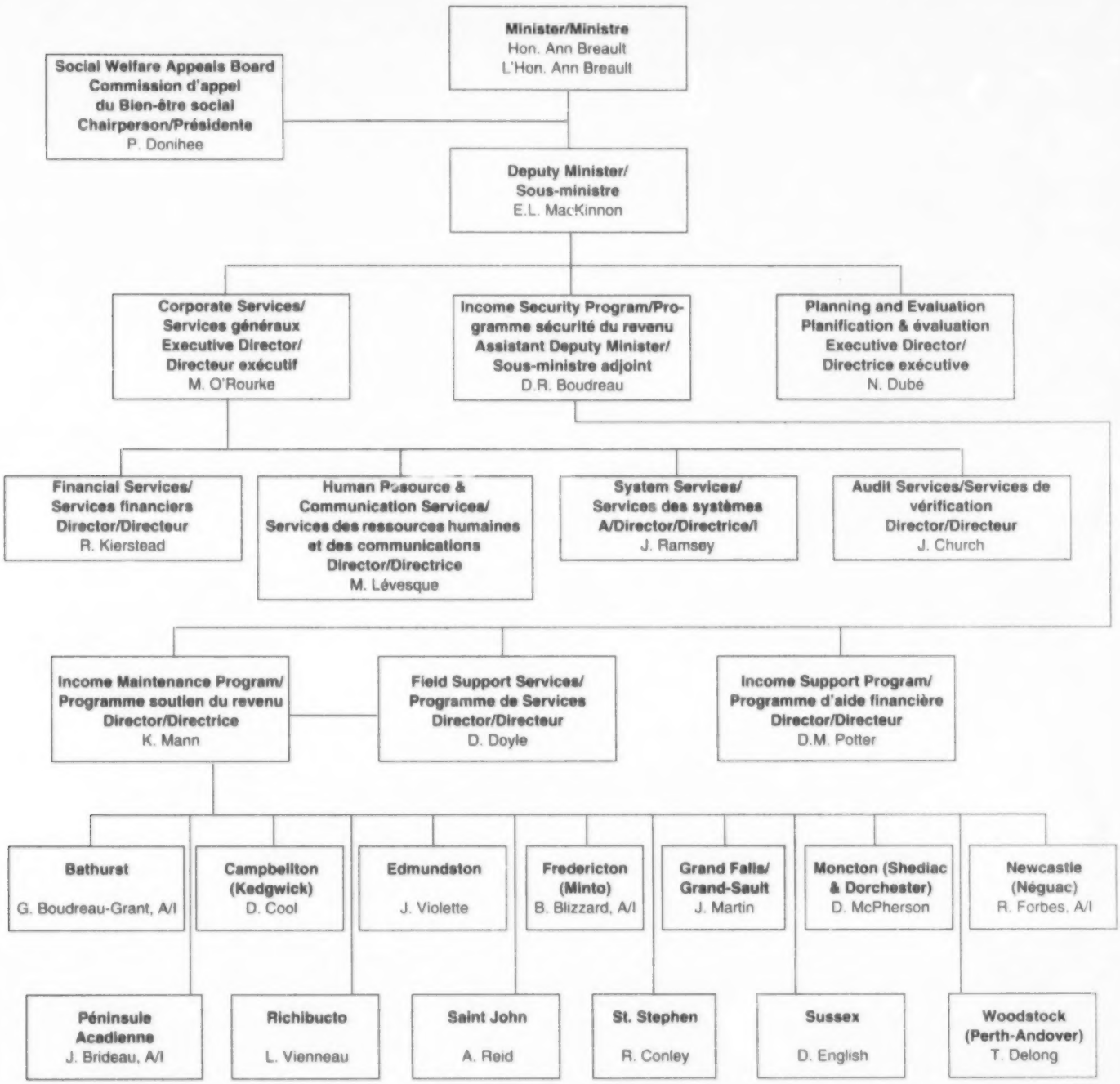
The Department trusts that this Annual Report describes adequately and accurately the developments and major achievements in the delivery of programs and services during the past year.

Ministère au défi d'aider les clients à éliminer ou d'éliminer pour eux les obstacles qui les empêchent de franchir le pas entre la dépendance et l'autonomie.

Au cours de l'année 1991-1992, de concert avec le ministère de l'Enseignement supérieur et du Travail, l'Aide au revenu a négocié en détail une entente avec le gouvernement fédéral à l'égard de la mise en oeuvre du projet «Nouveau-Brunswick au travail». Il s'agit d'un projet-pilote national qui permettra d'offrir des cours, une formation et une expérience de travail aux bénéficiaires d'aide sociale avec des familles, qui n'ont pas leur diplôme d'études secondaires. Les bénéficiaires peuvent participer au programme pour trois ans ou plus. Le projet a pour objectif l'autonomie des participants au moyen des études et de l'expérience en cours d'emploi.

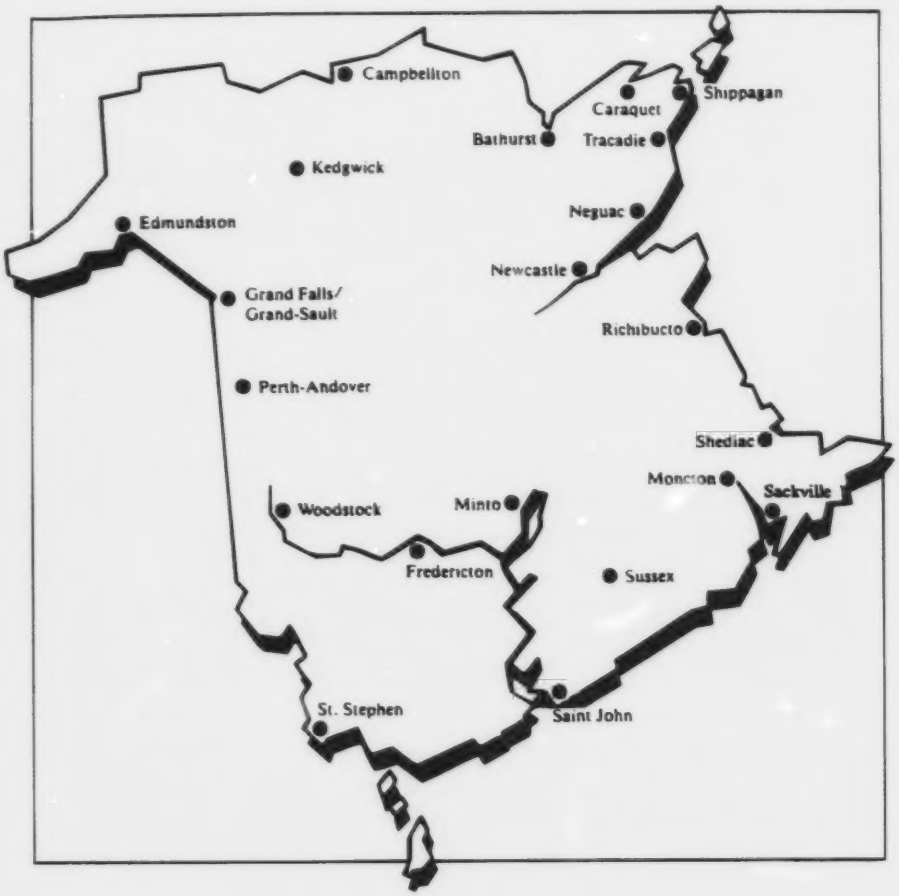
Le Ministère est confiant que le rapport annuel décrit de façon exacte et précise, dans le cadre de ses programmes et de ses services, les réalisations et les principaux résultats de l'année qui vient de s'écouler.

Organizational Chart/Organigramme



Areas Served by the Department and Location of Offices

Régions Desservies par le ministère et emplacement des bureaux



Department offices are located in:
Le Ministère a des bureaux situés à :

Bathurst
Campbellton
Caraquet
Sackville
Edmundston
Fredericton
Grand Falls/Grand-Sault
Kedgwick
Minto
Moncton
Neguac
Newcastle
Perth-Andover
Richibucto
Saint John
Shediac
Shippagan
St. Stephen
Sussex
Tracadie
Woodstock

Income Security Division

The primary role of the Income Security Division is to provide financial benefits to eligible clients, that is, to individuals who are unable to provide for their basic needs.

In addition to the provision of basic assistance, the Department offers a range of support services such as health services, educational, skill training and counselling services, subsidized day care assistance and others. These services are intended to supplement the basic needs of food, shelter and clothing as well as facilitate the client's return to full or partial independence.

Clients receiving assistance through the Income Security Division are grouped according to common characteristics and needs into one of three categories:

Interim Group - shorter term needs
Upgrading, Training and Placement Group - intermediate term needs
Long-Term Established Needs Group - expected longer term needs.

In order to effectively deliver its services to clients, the Income Security Division is structured into two major branches: Income Maintenance Services and Income Support Services

The various programs available under the Income Security Division are described below.

Income Maintenance Services

Clients receiving assistance under Income Maintenance Services are assigned into either the Interim Group or the Upgrading, Training and Placement Group. (See Appendix 1)

Interim Assistance Program

This program is intended to give financial assistance to persons and families who are generally expected to attain self-reliance in a relatively short period of time. Benefits and services offered reflect a concern with providing temporary support.

Division de la sécurité du revenu

Le premier rôle de la Division de la sécurité du revenu est de verser des prestations de base aux clients admissibles aux programmes, c'est-à-dire aux personnes qui sont incapables de subvenir à leurs propres besoins essentiels.

Outre la prestation d'aide de base, le Ministère offre également une série de services de soutien tels que les services d'assistance médicale, d'éducation, de formation et d'orientation, de subvention de garderie et autres. Ces services visent à être un supplément aux besoins de première nécessité comme la nourriture, le logement et les vêtements ainsi qu'à favoriser le retour du client à une autonomie partielle ou entière.

Les clients qui reçoivent de l'aide de la Direction de la sécurité du revenu se répartissent en fonction de caractéristiques et besoins communs dans les trois catégories suivantes :

Groupe de l'aide provisoire - besoins à court terme
Groupe du perfectionnement, - besoins à moyen terme de la formation et du placement
Groupe de l'aide à long terme - besoins à long terme

Afin de pouvoir offrir efficacement les services à ses clients, la Direction de la sécurité du revenu a adopté comme structure deux principaux services : le Service de soutien du revenu et le Service d'aide financière.

Les divers programmes qui relèvent de la Direction de la sécurité du revenu sont décrits ci-dessous.

Service du soutien du revenu

Les clients qui reçoivent de l'aide dans le cadre du Service de soutien du revenu sont regroupés selon des caractéristiques et des besoins communs dans le Programme d'aide provisoire ou dans le Programme de perfectionnement, de formation et de placement. (Voir l'annexe 1)

Programme d'aide provisoire

Ce programme vise à fournir une aide financière aux personnes et aux familles qui, selon nous, peuvent redevenir autonomes assez rapidement. Les prestations et les services offerts reflètent notre souci d'assurer un soutien temporaire.

Clients in this program include persons who:

- are awaiting assured income;
- only require assistance provided through the Health Services Program;
- require temporary financial assistance due to unforeseen circumstances.

Upgrading, Training and Placement Program (UTP)

This program provides basic financial assistance, as well as some specialized services, to individuals and families who have the potential for self-reliance.

The target population of this program consists of individuals and families with a variety of unforeseeable needs and very low or no income, but who have upgrading training and/or placement potential. (See Appendices 1 and 3)

Future Opportunities to Combat Unemployability Successfully (FOCUS) Program

The FOCUS Program is the Department's major employment enhancement program. Its objective is to provide potentially employable individuals with an opportunity to acquire skills and experience which will increase their employability and limit the likelihood of their long-term dependence on income assistance benefits.

FOCUS operates in a case management context where clients work with departmental staff to complete assessments and develop case plans.

Once a case plan is implemented, a FOCUS client can continue to receive the support of a case manager until an acceptable level of self sufficiency is attained.

The major categories of services delivered are as follows: Exit Related (geared to clients with an immediate labour market goal); Primary Services (designed for clients with significant barriers to employment); Developmental Services (designed to provide clients with specific skills to improve their potential for self- reliance); Supportive Services (provides clients with exposure to the world of work); and Special Needs Benefits (supplementary financial assistance to enable clients to participate in any given activity).

Placements made through the FOCUS Program during the fiscal year appear in Appendix 4.

The FOCUS program is delivered in partnership with the Federal Government under the Canada/

La clientèle desservie se compose de personnes qui :

- attendent le versement initial d'un revenu assuré;
- ont seulement besoin de l'aide fournie dans le cadre du Programme d'assistance médicale;
- ont temporairement besoin d'une aide financière en raison de circonstances imprévues.

Programme de perfectionnement, de formation et de placement (PFP)

Ce programme assure une aide financière de base ainsi que des services spécialisés à l'intention des familles et des particuliers qui peuvent redevenir autonomes.

La clientèle cible de ce programme est composée de personnes et de familles qui éprouvent des besoins divers et ont un revenu très faible ou nul, mais qui sont aptes à tirer profit d'une formation, du perfectionnement ou d'un service de placement. (Voir annexes 1 et 3)

Combattre l'inaptitude au travail : Bâtir des lendemains par l'emploi (Programme CIBLE)

Il s'agit du principal service du Ministère favorisant le retour au travail. Il vise à offrir aux participants susceptibles d'occuper un emploi la possibilité d'acquérir des connaissances et une expérience qui augmenteront leurs chances d'entrer sur le marché du travail, réduisant ainsi les risques d'une dépendance à long terme à l'égard des prestations d'aide sociale.

Le programme CIBLE fonctionne selon une formule de gestion de cas où le client collabore avec le personnel du Ministère à l'évaluation de ses capacités et à l'élaboration d'un plan de gestion de cas.

Une fois le plan établi, le client du programme CIBLE peut continuer à recevoir de l'aide du Ministère jusqu'à ce qu'il ait réussi à atteindre un niveau d'autonomie acceptable.

Les principaux types de services offerts sont les suivants : services axés sur l'autonomie (pour les clients visant l'accès direct à l'emploi); services de base (pour les clients confrontés à d'importantes barrières en matière d'emploi); services d'adaptation (pour les clients qui souhaitent améliorer leurs chances d'autonomie); services de soutien (pour les clients voulant faire un essai sur le marché du travail) et prestations spéciales (aide supplémentaire visant à permettre aux clients de participer à une activité).

Le nombre de placements effectués par l'entremise du programme CIBLE est fourni à l'annexe 4.

Le programme CIBLE est offert conjointement avec le gouvernement fédéral en vertu de l'Entente Canada/

New Brunswick Agreement to Enhance the Employability of Social Assistance Recipients. This agreement sets out the conditions under which the two orders of government each contribute up to $45 million, totally $90 million, in a comprehensive approach to help social assistance recipients move toward employability. The agreement builds upon a similar agreement signed in 1987, and will cover the period to March 1996. It is designed to improve access to federal and provincial programs and services in order to provide training and employment opportunities for social assistance recipients.

NB Works

During 1991-1992, the Department, along with the Department of Advance Education and Labour, negotiated a detailed agreement with the Federal government (Employment and Immigration Canada and Health and Welfare Canada) for the implementation of the NB Works Strategy.

NB Works is a national demonstration project which will provide education, training and work experience to social assistance recipients with families, who have less than a grade 12 education.

Participants in NB Works will be offered the opportunity to achieve a high school diploma and further skills training at the community college level. Periods of education and training will be enhanced by the internships and co-operative education placement to gain work experience related to the occupational goal of the individual.

A unique aspect of NB Works is the duration of the project. NB Works is a long-term effort. Participants will be involved in the program for up to three years or more, with the ultimate objective of becoming self-sufficient through education and work experience.

Special Needs Benefits

The main objective of this program is to respond to needs that are supplementary to basic assistance and those arising out of emergency situations. Emergency assistance is provided to meet one-time emergencies and other short term unforeseeable financial needs. The majority of expenditures are for medical supplies and transportation, household furnishings, heating supplements and emergency housing repairs.

Nouveau-Brunswick sur l'amélioration de l'aptitude à l'emploi des assistés sociaux. Cette entente précise les conditions d'une contribution, dans un effort commun pour aider les assistés sociaux à obtenir un emploi, des deux paliers gouvernementaux jusqu'à concurrence de 45 millions de dollars pour un budget global de 90 millions de dollars. L'Entente fait suite à une entente semblable signée en 1987 et s'étend sur une période prenant fin en mars 1996. Elle vise à améliorer l'accès aux programmes et services provinciaux et fédéraux en vue d'offrir une formation et des possibilités d'emploi aux bénéficiaires de l'aide sociale.

Nouveau-Brunswick au travail

Au cours de l'année 1991-1992, en collaboration avec le ministère de l'Enseignement supérieur et du Travail, le Ministère a négocié une entente détaillée avec le gouvernement fédéral (Emploi et Immigration Canada et Santé et Bien-être social Canada) aux fins de mise en oeuvre de la stratégie à l'égard du Nouveau-Brunswick au travail.

Nouveau-Brunswick au travail est un projet-pilote national qui permettra d'offrir des cours, une formation et une expérience de travail aux bénéficiaires d'aide sociale avec des familles, qui n'ont pas terminé leurs études secondaires. Les participants au projet Nouveau-Brunswick au travail auront la possibilité d'obtenir leur diplôme d'études secondaires et d'acquérir des aptitudes plus avancées à un collège communautaire. Les cours et la formation seront alliés à des stages et à des périodes d'alternance études-travail de sorte que les participants puissent acquérir une expérience de travail liée à l'emploi qu'ils souhaitent obtenir.

La durée du projet représente un aspect unique de Nouveau- Brunswick au travail. Il s'agit d'une participation à long terme. Les bénéficiaires peuvent participer au programme pour trois ans ou plus et ont comme objectif de devenir autonomes au moyen des études et de l'expérience en cours d'emploi.

Prestations spéciales

Ce programme vise principalement à répondre aux besoins urgents et à ceux que les prestations de base ne comblent pas. Une aide est ainsi accordée pour les situations d'urgence et inhabituelles et, en d'autres occasions, pour permettre de résoudre des problèmes financiers inattendus et de courte durée. Dans la plupart des cas, ces prestations servent au transport et aux fournitures à des fins médicales, à l'achat de mobilier ainsi qu'au paiement de frais supplémentaires de chauffage et de réparations domiciliaires pressantes.

Community Volunteer Action (CVA)

The Department of Income Assistance shares a commitment with non- profit community resource agencies for the relief of poverty through the provision of services of a basic nature at the local community level.

Through funding assistance to these organizations, the Department supports community based service delivery in increasing the purchasing power of clients, those on limited fixed incomes, and the working poor.

During 1991-92, funding was provided to 44 groups across the province to assist them in areas of financial and/or in-kind support. Such projects included food and clothing banks, community kitchens, and support groups. (See Appendix A)

Nursing Home Assistance

Residents in nursing homes are expected to contribute to the cost of their care. The Department is responsible for assessing the financial ability of residents entering nursing homes. Where persons are unable to contribute, the Department assists with care costs up to the equivalent of the maximum Old Age Security (OAS) and the Guaranteed Income Supplement (GIS). A $95.00 per month comfort and clothing allowance is included in this amount. The Department of Health and Community Services is responsible for the balance of the cost of nursing homes and monitors the quality of care. The average monthly caseload for the 1991-1992 fiscal year was 536. See Appendices 1 and 5).

Special Care Home Assistance

The Department is responsible for assessing the financial needs of clients requiring Special Care Home placement, while the Department of Health and Community Services is responsible for licensing and monitoring the quality of care.

There are two categories and rates in place. The Department offers a regular, Special Care Home rate in the amount of $25.25 per day (which represents a 25% increase over last year's rates), plus a comfort and clothing allowance for the client of $110.00 per month. A differential rate in the amount of $25.65 per day is paid in a high-level care situation. Clients also receive $110.00 per month as a comfort and clothing allowance. The average monthly caseload for the 1991-92 fiscal year was 1,505. (See Appendices 1 and 6)

Programme d'action communautaire bénévole (ACB)

De concert avec les organismes communautaires à but non lucratif, le ministère de l'Aide au revenu s'est engagé à atténuer la pauvreté grâce à la prestation de services de base au niveau communautaire.

Les fonds accordés aux organismes en question témoignent du rôle que les services communautaires sont appelés à jouer en vue d'accroître le pouvoir d'achat de la clientèle du Ministère et des petits salariés.

En 1991-1992, le Ministère a subventionné quarante-quatre groupes de la province qui offrent des services d'aide financière et matérielle. Les projets subventionnés consistent en des comptoirs alimentaires et de vente de vêtements usagés, des cuisines communautaires et des groupes de soutien. (Voir l'annexe A)

Assistance aux pensionnaires des foyers de soins

Les pensionnaires des foyers de soins sont tenus, dans la mesure du possible, d'assumer les frais des soins qu'ils reçoivent. Au moment de leur admission en foyer de soins, le Ministère est responsable d'évaluer leur capacité financière. Dans le cas de personnes incapables d'apporter leur contribution, le Ministère peut verser jusqu'à l'équivalent de la prestation maximale de Sécurité de vieillesse et du Supplément de revenu garanti. Le montant ainsi accordé comprend une allocation mensuelle de 88 $ pour dépenses personnelles et vestimentaires. Il revient au ministère de la Santé et des Services communautaires de payer le solde des frais engagés et d'exercer un contrôle sur la qualité des soins. Au cours de l'année 1991-1992, le nombre moyen de cas a atteint 536. (Voir annexe 1 et 5)

Assistance aux pensionnaires de foyers de soins spéciaux

Il incombe au Ministère d'évaluer les besoins financiers de personnes admises dans des foyers de soins spéciaux, tandis qu'il revient au ministère de la Santé et des Services communautaires d'accorder les permis d'exploitation et contrôle de la qualité des soins.

Il existe deux catégories de taux. Le Ministère offre un taux d'assistance ordinaire pour foyers de soins spéciaux s'élevant à 25,25 $ par jour (ce qui représente une augmentation de 25 p. 100 par rapport au taux de l'an dernier), montant auquel s'ajoute une allocation de 110 $ par mois pour les dépenses personnelles et les vêtements. Dans le cas de personnes nécessitant des soins plus suivis, on accorde 25,65 $ par jour, montant auquel s'ajoute également une allocation de 110 $ par mois pour les dépenses personnelles et les vêtements. Pour l'année 1991-1992, le nombre moyen de cas a atteint 1 505. (Voir annexe 1 et 6)

Vocational Rehabilitation for Disabled Persons (VRDP)

The VRDP Program provides service to disabled adults in the general population for the purpose of reducing or removing to the fullest extent possible, the effect of a disabling impairment which substantially limits a person's ability to achieve a vocational goal.

The majority of expenditures are for transportation, technical equipment, training costs and support workers. There are eleven (11) VRDP workers in the province and each region has a local Area Advisory Committee which assists in the Rehabilitation planning process. VRDP workers maintain close working relationships with community groups and agencies and related government departments, to ensure that comprehensive and efficient service is provided to clients in need.

During 1991-92, approximately 550 disabled clients have received service through the VRDP Program.

Income Support Services

Income Support Services is responsible for the administration of province wide income assistance programs that can be managed from one central location in Fredericton. These include: the Long-Term Established Needs Program; the Health Services Program; and the Assistance with Rental Costs Program. Income Support Services also oversees the administration of the Day Care Subsidy Program as well as the coordination of the Medical Advisory Board's activities.

Long Term Established Needs Program (LTEN)

The LTEN Program provides basic financial assistance to all clients who:

- have been assessed as unemployable and who have been on assistance 90% of the time since June, 1981.
- are persons who have been certified as blind or disabled by the Provincial Medical Advisory Board (these people enter the program immediately).
- are in receipt of Canada Pension Plan Disability, Old Age Security, Extended Spouse Allowance and/or Department of Veteran Affairs Pension.

Programme de réadaptation professionnelle des personnes handicapées (RPPH)

Le programme RPPH offre des services aux adultes handicapés dans la population générale en vue de réduire ou d'enrayer le plus possible les effets des handicaps qui limitent de façon importante la capacité de ces personnes à atteindre leur objectif d'emploi.

La plupart des dépenses portent sur le transport, l'équipement technique, la formation et le personnel qui offre des services de soutien. Dans la province, onze (11) personnes travaillent pour le programme RPPH. Chaque région compte un comité consultatif local qui collabore au processus de planification en matière de réadaptation. Afin de s'assurer qu'un service global et efficace soit offert aux clients dans le besoin, les employés du RPPH entretiennent des relations étroites avec les groupes et les organismes communautaires et avec les ministères touchés.

Au cours de l'année 1991-1992, environ 550 clients handicapés ont obtenu des services dans le cadre du programme RPPH.

Service d'aide financière

Le Service d'aide financière s'occupe de l'administration de tous les programmes provinciaux qu'il est possible de gérer à partir d'un point central à Fredericton, c'est-à-dire : le Programme d'aide à long terme; les services d'assistance médicale; l'Aide à la réduction des coûts du loyer. De plus, le Service administre le Programme d'assistance au titre des Services de garderie en plus de coordonner les activités de la Commission consultative médicale.

Programme d'aide à long terme (PALT)

Le PALT offre une aide financière de base à tous les clients qui:

- ont été jugés inaptes à occuper un emploi et qui touchent des prestations 90 p. 100 du temps depuis juin, 1981;
- ont été déclarés aveugles ou invalides par la Commission consultative médicale provinciale (ces personnes sont automatiquement admissibles au programme);
- reçoivent une pension d'invalidité du Régime de pension du Canada, une pension de sécurité de la vieillesse, une allocation étendue au conjoint ou une pension du ministère des Anciens combattants.

Former LTEN clients who request a Health Card only may also receive assistance under this Program.

The characteristics of the LTEN client are such that day-to-day management of his/her status can be done centrally. The local offices retain responsibilities for the LTEN client in emergency situations.

The average monthly caseload in 1991-1992 was 8,063. (See Appendix 1)

Health Services Program

The Health Services Program assists eligible individuals with the purchase of certain basic health services, supplies or items not ordinarily covered by Medicare or private health plans. Benefits available under the program extend to Income Assistance recipients and their dependents, children in the care of the province and nursing home residents whose care is being subsidized by the province.

Benefits under the Program are prescription drugs and ambulance services (both of which are administered by the Department of Health and Community Services), certain dental and vision services, hearing aids, orthopedic items, prostheses and various convalescent and rehabilitative items.

The Department is responsible for operating an effective payment system to pay service providers. It is also responsible for the negotiation of appropriate service agreements with a number of these service providers.

Assistance with Rental Costs Program (ARC)

This Program is designed to provide assistance to senior citizens and persons certified as disabled with respect to rental accommodation costs. The level of assistance is based on the amount of rent paid and the total income and assets of the applicant. Assistance is provided directly to the client and not to the landlord.

To be eligible, an applicant must be 60 to 64 years of age, a couple with one partner 60 to 64 years of age, or a single disabled person 19 years of age or older. The disabled person must be certified as disabled by the Medical Advisory Board.

Les anciens bénéficiaires du PALT qui ont besoin d'une carte d'assistance médicale seulement peuvent recevoir de l'aide en vertu de ce programme.

Les caractéristiques des clients du PALT rendent possible la centralisation de la gestion quotidienne des services. Les bureaux locaux s'occupent des situations d'urgence dans lesquelles les clients du PALT peuvent se trouver.

Le nombre mensuel moyen de dossiers pour 1991-1992 s'élevait à environ 8 063. (Voir annexe 1)

Services d'assistance médicale

Grâce au Programme d'assistance médicale, le Ministère peut aider les personnes et les familles admissibles à obtenir les services de santé ainsi que les fournitures ou les articles médicaux de base qui ne sont habituellement pas couverts par l'Assurance- maladie et les régimes privés d'assurance-santé. Les prestations offertes dans le cadre du Programme sont également accordées aux bénéficiaires de l'assistance sociale ainsi qu'aux personnes à leur charge, aux enfants pris en charge par la province de même qu'aux pensionnaires de foyers de soins qui reçoivent des subventions de la province.

Le Programme couvre notamment les médicaments sur ordonnance et les services d'ambulance (dont l'administration incombe au ministère de la Santé et des Services communautaires), certains soins dentaires et oculaires, les prothèses auditives ainsi que d'autres types de prothèses et divers appareils pour les personnes en période de convalescence ou de réadaptation.

Le Ministère est chargé de mettre en oeuvre un système de paiement efficace en vue de payer les fournisseurs de services. Il est également responsable de la négociation d'ententes acceptables visant la dispensation de services avec un certain nombre de ces fournisseurs de services.

Aide à la réduction des coûts du loyer

Ce programme a pour but d'aider les personnes âgées ou les personnes déclarées invalides à payer leur loyer. Le montant de l'aide varie en fonction du montant du loyer et de l'ensemble des revenus de l'auteur de la demande. L'aide est remise directement aux clients et non aux propriétaires.

Sont admissibles à ce programme les personnes âgées de soixante à soixante-quatre ans, les couples dont l'un des conjoints a de soixante à soixante-quatre ans et les célibataires invalides âgés d'au moins dix-neuf ans. Ces célibataires doivent avoir été déclarés invalides par la Commission consultative médicale.

Application to the Program is made directly to the Income Support Service in Central Office.

In 1991-92, assistance was provided to 860 seniors and 279 disabled individuals in rental accommodations and 140 disabled persons in room and board situations. (See Appendix 8)

Medical Advisory Board

The Medical advisory Board reviews all applications with respect to requests for blindness or disability certification. This certification is used to determine eligibility to enter both the LTEN Program and the Assistance with Rental Costs Program.

In 1991-1992, the Medical Advisory Board reviewed 507 applications out of which 238 were approved.

Day Care Subsidy Program

The Department contributes to the cost of day care services for some children. Eligibility is determined when certain social factors and total family income, including family allowance, have been assessed. The maximum subsidy is $14.00 a day per child under the age of two, and $12.00 a day per child two years of age and older.

Parents or guardians are eligible for this financial benefit when one or both parents are working, in a job training, undergoing a program of rehabilitation or treatment, or where a child or family has a special need for the services. During 1991/92, the Department paid towards the day care costs for 818 children at an average monthly cost of $214.76 per child. (See Appendices 1 & 9)

Pour obtenir l'aide à la réduction des coûts du loyer, il faut présenter une demande directement au Service d'aide financière du bureau central.

En 1991-1992, 860 personnes âgées et 279 personnes invalides ont obtenu de l'aide pour payer leur loyer tandis que 140 personnes handicapées ont reçu de l'aide pour payer leur chambre avec pension. (Voir annexe 8)

Commission consultative médicale

La Commission consultative médicale a pour rôle d'examiner toutes les demandes de certification de cécité ou d'invalidité. Une telle certification rend les personnes admissibles à la fois au Programme d'aide à long terme et au Programme d'aide à la réduction des coûts du loyer.

En 1991-1992, la Commission consultative médicale a examiné 507 demandes et en a approuvé 238.

Assistance au titre des services de garderie

Le Ministère paie une partie des services de garderie pour certains enfants. L'admissibilité est fondée sur l'évaluation de certains facteurs sociaux et sur le revenu global de la famille, y compris les allocations familiales. Le taux quotidien maximal est de 14 $ par jour par enfant de moins de deux ans et de 12 $ par jour par enfant de plus de deux ans.

Les parents ou les tuteurs sont admissibles à l'aide financière lorsqu'un ou les deux parents travaillent, suivent un cours de formation professionnelle, un programme de réadaptation ou encore, un traitement médical. On prend également en considération les enfants ou les familles qui ont des besoins spéciaux par rapport aux services de garderie. En 1991-1992, le Ministère a contribué aux frais de garderie pour 818 enfants à un coût moyen de 214,76 $ par mois par enfant. (Voir annexes 1 et 9)

Planning and Evaluation Division

The Planning and Evaluation Division maintains a leadership role in providing management support to the Department. As an interactive Division, Planning and Evaluation integrates its tasks with the ever-changing needs of all divisions in the following areas:

- research and analysis
- program development and evaluation
- legislative and policy development
- consultation
- communications
- strategic plan

Research and Analysis

The monitoring of our caseload trends is ongoing. During 1991- 92, a close look was taken at our caseload, comparative to that of other Provinces.

A major accomplishment has been the completion of the Program Definition Manual, created to provide an overview of departmental initiatives.

Program Development and Evaluation

The Division served as an important partner in the developmental design of NB Works, a comprehensive and innovative employment and training initiative for income assistance clients authored by provincial government departments and the Federal Government. The creation of costing models was a specific task of the Division which is also involved in the evaluation of the program.

The appropriateness of the rate structure of the Basic Assistance Program is constantly evaluated. Incremental and scheduling changes are ongoing.

A major activity of the Division was our involvement in the Family Support Orders Service. The completed development plan included training of regional personnel, operational guidelines and collection of data. The first phase of the comprehensive training effort was completed in March 1992.

Legislative and Policy Development

In the process of the regular review of the legislative base, the Division identifies deficiencies

Division de la planification et de l'évaluation

La Division de la planification et de l'évaluation joue un rôle de chef de file en offrant des services administratifs au Ministère. A titre de service interactif, la Division de la planification et de l'évaluation adapte son travail aux besoins de toutes les autres divisions qui évoluent sans cesse dans les secteurs suivants :

- recherche et analyse
- élaboration et évaluation de programmes
- rédaction de la politique et de la législation
- consultation
- communications
- plan stratégique

Recherche et analyse

La Division suit de près les tendances dans la charge de travail du Ministère. En 1991-1992, elle a établi avec soin des comparaisons avec la charge de travail dans d'autres provinces.

L'une de ses principales réalisations consiste en l'achèvement du Manuel de définition des programmes qui donne un aperçu des activités du Ministère.

Élaboration et évaluation de programmes

La Division a contribué activement à l'élaboration de Nouveau- Brunswick au travail, un vaste projet innovateur de formation et d'emploi à l'intention des bénéficiaires de l'assistance sociale, parrainé par le gouvernement fédéral et certains ministères provinciaux. La Division avait été chargée en particulier de préparer des modèles de coûts.

La convenance de la structure des taux pour les programmes d'assistance de base fait l'objet d'une évaluation soutenue. Des changements dans les augmentations et les Annexes de la Loi calendriers sont souvent apportés.

Une activité majeure de la Division fut sa participation dans le Service d'Ordonnances de Soutien Familial. Le plan de perfectionnement terminé comprenait la formation du personnel régional, l'élaboration de lignes directrices et le recueil de données. La première phase de la formation exhaustive du personnel s'est terminée en mars 1992.

Élaboration de la politique et de la législation

Dans le cadre du processus d'examen à intervalles réguliers des dispositions législatives, la Division cerne

in legislation and initiates amendments accordingly.

There were extensive amendments to the Social Welfare Regulations to reflect changes to programs and benefit structures as a result of the in-year budget reduction exercise.

Amendments to the Social Welfare Act were prepared for the Spring Session of the Legislature. The amendments were to secure cost sharing on community social services provided to social assistance clients by the Department of Health and Community Services.

The Benevolent Food and Sundries Donation Act was developed for introduction in the 1992 Spring Session of the Legislature and became legislation in March 1992. This legislation will limit civil liability for persons or organizations donating surplus food. Since food banks and soup kitchens largely depend upon donations, this legislation will help them meet their objectives.

In 1991-92, regulations under the Health Services Act were amended to present a new fee structure regarding Optical and Dental Agreements under the Health Services Act.

Consultation

The Division ensures linkage with other provincial government departments as well as government departments in other jurisdictions on various committees, dealing with income security-related issues. The following represents examples of such activities:

- Interprovincial/Territorial Support Committee of Deputy Ministers
- Interdepartmental Committee on Family Violence
- Interdepartmental Committee on Family Support Orders Service
- Interdepartmental Committee on Persons with Disabilities

To other divisions within the Department, Planning and Evaluation provides information, background material, legal interpretation, policy interpretation, and an identification and examination of social policy issues and concerns.

les lacunes dans les textes de loi et propose des modifications en conséquence.

D'importantes modifications ont été apportées au Règlement sur l'aide sociale. Ces modifications reflètent les changements survenus dans les programmes et les taux des prestations en raison de la compression budgétaire pour l'exercice financier en cours.

La Division a préparé des modifications à la Loi sur le bien- être social aux fins d'étude à la session du printemps 1992 de l'Assemblée législative. Les modifications visaient à garantir le partage des frais des services sociaux communautaires offerts aux bénéficiaires de l'aide sociale par le ministère de la Santé et des Services communautaires. La Division a rédigé un projet de loi sur les dons de nourriture par bienfaisance aux fins de présentation à l'Assemblée législative durant la session du printemps 1992.

La Loi sur les dons de nourriture par bienfaisance a été adoptée en mars 1992. Cette loi limite la responsabilité civile des personnes et des organismes qui donnent des excédents de nourriture. Étant donné que les comptoirs alimentaires et les soupes populaires ont besoin des dons de nourriture, la Loi favorise la réalisation de leurs objectifs.

En 1991-1992, on a obtenu une modification au Règlement découlant de la Loi sur les services de santé en vue d'établir une nouvelle structure des honoraires applicables aux accords de soins de la vue et de soins dentaires en vertu de la Loi.

Consultation

La Division assure la liaison avec d'autres ministères du gouvernement provincial ainsi que des ministères gouvernementaux de l'extérieur de la province en participant à divers comités chargés de questions reliées à la securité du revenu. Quelques exemples de ce genre d'activités incluent:

- Comité de soutien des sous-ministres provinciaux et territoriaux
- Comité interministériel sur la violence familiale
- Comité interministériel sur le Service des ordonnances de soutien familial
- Comité interministériel sur les personnes ayant des déficiences

La Division de la planification et de l'évaluation fournit aux autres divisions ministérielles des renseignements, des documents de référence, une interprétation de textes juridiques, une interprétation de la politique ainsi que la détermination et l'étude de questions et préoccupations relatives à la politique sociale.

Communications

Communications joined the Planning and Evaluation Division in February, 1992.

On numerous occasions, the Division, on behalf of the Department, interacts with the community, service providers, clients and other governmental agencies. The Division acts as advisor to senior management and Departmental staff regarding internal and external communications and is responsible for speech writing, correspondence, presentations, media relations and publications.

The Division prepared public statements for the Minister regarding emergent issues, responses in the Legislature, and the Throne Speech.

Strategic Plan

Over the latter part of the year, the Department underwent an extensive exercise of re-evaluating its mission, goals and values in view of government's policy emphasis on self- sufficiency. The Department has, through this exercise, devised a five year Strategic Plan. The Division has the primary role in monitoring adherence to the Plan.

Communications

Le service des communications fait partie de la Division de la planification et de l'évaluation depuis février 1992.

Au nom du Ministère, la Division a dans de nombreuses occasions des relations avec la collectivité, les fournisseurs de services, les clients et d'autres organismes du gouvernement. La Division remplit le rôle de conseiller auprès de la haute direction et des employés du Ministère en ce qui concerne les communications internes et externes. Elle s'occupe également de la rédaction de discours, de la correspondance, des conférences, des relations avec les médias et des publications.

La Division a préparé des énoncés publics pour la Ministre portant sur des questions émergentes.

Plan stratégique

Au cours de la dernière partie de l'année, le Ministère a fait l'objet d'une importante réévaluation de sa mission, de ses objectifs et de ses valeurs en raison de l'accent mis sur l'autonomie dans la politique du gouvernement. Durant l'exercice financier visé par ce rapport, le Ministère a mis au point un plan stratégique quinquennal. La Division a le rôle premier de vérifier la mise en oeuvre du plan.

Corporate Services Division

The role of the Corporate Services Division is to provide support to line managers in the Department, which assists them to achieve departmental goals associated with program delivery. This support involves the creation, recording, processing, dissemination and interpretation of corporate information (financial and non- financial), to support effective decision-making and program delivery in the operational divisions.

Human Resources and Communication Services

Human Resource and Communication Services provides advice and support for Departmental activities in the areas of staffing, classification, labour relations, staff training and development, payroll and benefits, personnel policies and systems, equal employment opportunities and internal and external communications.

There were 441 positions in the Department as of March 31, 1992. During 1991-92, the Human Resource Services Unit ran 25 competitions from which 29 appointments were made. The Department continued the use of an Inventory for Income Assistance Officers in order to facilitate a more timely filling of vacancies of these positions. As part of the redeployment efforts across government, the Department hired six employees whose jobs were eliminated in other departments. The unit completed job evaluations for 56 classification/reclassification requests of which 29 were new positions.

Human Resource Services represented the Department on the Labour/ Management committees for the following unionized groups: Rehabilitation and Therapy, Clerical and Regulatory, and Secretarial, Stenographic and Typing.

Personnel and Payroll administers employee benefits for the Department. These benefits include Group Life Insurance, Voluntary Accident Insurance (Accidental Death and Dismemberment), Long Term Disability Insurance and Blue Cross. During 1991-92, the Personnel/ Payroll Section assisted in the implementation of the FOCUS program by processing a total of 192 requests for the hiring of social assistance clients

Division des services généraux

Le rôle de la Division des services généraux consiste à fournir un soutien aux responsables de l'exploitation afin de les aider à atteindre les objectifs fixés par le Ministère en ce qui a trait à la prestation des programmes. Une telle aide suppose la création, le relevé, le traitement, la diffusion et l'interprétation de données générales (financières ou non) afin de favoriser les prises de décisions et la prestation efficace des programmes par les divisions opérationnelles.

Services des ressources humaines et des communications

L'unité des Services des ressources humaines et des communications offre des conseils et des services de soutien au Ministère en matière d'embauchage, de classification du personnel, de relations de travail, de formation et de perfectionnement du personnel, de rémunération et d'avantages sociaux, de consignes administratives et systèmes ayant trait au personnel, d'égalité d'accès à l'emploi ainsi que de communications internes et externes.

Au 31 mars 1992, le Ministère comptait 441 employés. En 1991- 1992, l'unité des Services des ressources humaines et des communications a lancé 25 concours qui ont entrainé 29 nominations. L'unité a continué de procéder au recensement des candidats aux postes d'agent de l'Aide au revenu afin de pouvoir combler plus facilement les postes vacants au sein de ce groupe dont le taux de roulement est élevé. Dans le cadre des efforts de redéploiement pour l'ensemble du gouvernement, le Ministère a embauché six employés dont l'emploi a été supprimé dans d'autres ministères. L'unité a terminé les évaluations de postes découlant de 56 demandes de classification ou de reclassification. Vingt- neuf des postes évalués étaient de nouveaux postes.

L'unité des Services des ressources humaines a représenté le Ministère au sein des comités syndicaux-patronaux pour les groupes syndiqués suivants : Réadaptation et thérapie; Commis aux écritures et aux règlements; et Secrétaires, sténographes et dactylographes.

La section du personnel et du service de la paye gère les avantages sociaux offerts aux employés du Ministère. Ces avantages comprennent une assurance-vie collective, une assurance facultative en cas d'accident (mutilation ou décès par accident), une assurance-invalidité à long terme et le régime de la Croix Bleue. En 1991-1992, la section du personnel et du service de la paye a contribué à la mise en oeuvre du programme CIBLE et du Programme Accès en traitant 192

or Unemployment Insurance exhaustees within the Department, under the Access Program.

The Training and Development Unit delivers and coordinates in- service training events for staff and provides consultation in related areas such as human resource management and organizational development. The unit also coordinates the Employment Equity Program, the Second Language Training Program, the Educational Leave policies, the Suggestion Award Program, the follow-up to the Productivity Improvement Process (PIP), and the Employee Assistance Program.

During 1991-92, there were a total of 1,170 person days of training provided through 58 courses as well as 12 regional consultations. Major areas of concentration were Orientation sessions, Information sessions on Sexual Harassment and AIDS, dealing with low-performing employees, and Management Development. Under the Supervisory Development project, six team-building initiatives were undertaken throughout the Department.

The Communication Service Unit is responsible for planning and developing various information materials required by the Department. Consultation services are also available to staff to assist them in public relations and in internal communications. This unit is also responsible for the preparation of press releases. Major emphasis this year was on the promotion of the FOCUS program. The Communications function was moved to the Planning & Evaluation Division in February 1992.

Financial Services

Financial Services includes Revenue Collection, Financial Planning, Accounting Services and Accommodations Services.

The Revenue unit is responsible for the maximization of cost- shared revenue from the Federal Government to the Government of New Brunswick. This unit carried out its responsibilities on behalf of all provincial government departments involved with the Canada Assistance Plan and the Vocational Rehabilitation of Disabled Persons Agreement.

demandes d'embauchage par le Ministère de clients de l'assistance sociale et de prestataires d'assurance-chômage n'ayant plus droit à l'assurance-chômage.

L'unité de la formation et du perfectionnement offre et coordonne les activités de formation maison à l'intention du personnel et fournit des services de consultation dans des domaines connexes comme la gestion des ressources humaines et les changements organisationnels. L'unité coordonne également le suivi pour le Programme d'amélioration de la productivité et la mise en oeuvre du Programme d'égalité en matière d'emploi, du Programme de formation linguistique, de la politique en matière de congés d'études ainsi que le Programme de primes à l'initiative et le Programme d'aide aux employés.

En 1991-1992, on a offert 1 170 jours-personnes de formation au moyen de 58 cours et 12 séances régionales de consultation. La formation a surtout porté sur des séances d'orientation, des séances d'information sur le harcèlement sexuel et le SIDA, les mesures à prendre à l'égard des employés dont le rendement est insatisfaisant et le perfectionnement des cadres. Dans le cadre du projet de perfectionnement des cadres, on a organisé six activités favorisant l'esprit d'équipe dans tout le ministère.

L'unité du service des communications est chargée de la planification et de la rédaction de divers documents d'information demandés par le Ministère. L'unité des services de consultation offre également une aide au personnel dans le domaine des relations publiques et des communications internes. Cette unité s'occupe également de la préparation des communiqués de presse. Pendant l'année visée par le rapport, on a surtout mis l'accent sur la publicité à l'égard du programme CIBLE. La fonction du service des communications a été intégrée dans la Division de la planification et de l'évaluation en février 1992.

Services financiers

Les Services financiers se composent du Service de recouvrement de fonds, du Service de la planification financière, du Service de la comptabilité et du Service des locaux.

Le Service de recouvrement de fonds est chargé d'obtenir les meilleurs avantages possibles pour la province du Nouveau- Brunswick du partage des coûts avec le gouvernement fédéral. Il a assumé ses responsabilités à cet égard au nom de tous les ministères du gouvernement provincial ayant signé l'entente relative au Régime d'assistance publique du Canada et au Programme de réadaptation professionnelle des personnes handicapées.

For 1991-92, the Department of Income Assistance cost-shared revenues amounted to $162,540,165. The Unit also provides cost-sharing consultation with regard to the Alcohol and Drug Treatment and Rehabilitation Agreement and the Social Assistance Recipient Agreement.

Financial Planning co-ordinates the Department's planning, budgeting and quarterly reporting process. The unit provides financial information, analysis and advice to management and central agencies.

Financial Planning, through co-ordination of the annual budget process and negotiation with central agencies, obtains the necessary funding for the departmental annual budget. The funds obtained for 1991-92 budget amounted to $288,163,800. (See Appendix 10)

Accounting Services develops policies and procedures to assist managers in maintaining sound financial management practices. The unit is also the liaison with the Office of the Comptroller.

Accounting Services authorizes payments to service providers in accordance with the Financial Administration Act, Public Purchasing Act and the Social Welfare Act. The unit maintains the Financial Information System Index and the Departmental Expenditure Coding Manual.

Accounting Services unit is responsible for the maintenance and operation of the departmental banking functions, reconciles assets and liability accounts, deposits revenue and maintains financial integrity and control of the payment systems. The unit also maintains the Asset Inventory system of furniture and equipment and provides purchasing, printing and telephone services.

Accommodation Services co-ordinates the accommodation needs for the twenty-two offices around the province, including liaison with the Department of Supply & Services on major improvements, renovations and security. The unit is also responsible for the co- ordination of translation services with the Translation Bureau, and serves as the Department's Co-ordinator for vehicle services.

Systems Services

During 1991-92, Systems Services continued in its key role of supporting the Department through the enhancement and maintenance of a number of

Pour l'année 1991-1992, le ministère de l'Aide au revenu a partagé des coûts pour une somme s'élevant à 162 540 165 $. L'unité du Service de recouvrement offre également des services de consultation sur le partage des frais découlant de l'Accord sur les services de traitement et de réadaptation en matière d'alcoolisme et de toxicomanie.

L'unité de la planification financière coordonne la planification, la préparation du budget et l'établissement des rapports trimestriels pour le Ministère. L'unité fournit des renseignements financiers, des analyses et des conseils à la direction et aux organismes centraux.

Au moyen de la coordination du processus budgétaire annuel et de la négociation avec les organismes centraux, l'unité de la planification financière obtient les crédits nécessaires pour le budget annuel du Ministère. Les fonds obtenus pour le budget de 1991-1992 s'élevaient à 288 163 800 $. (Voir l'annexe 10)

Le Service de la comptabilité élabore des règles et modalités en vue d'aider aux gestionnaires à appliquer de saines pratiques de gestion financière. Le Service assure également la liaison avec le Bureau du contrôleur.

Le Service de la comptabilité autorise les paiements faits aux fournisseurs de services en vertu de la Loi sur l'administration financière, de la Loi sur les achats publics et de la Loi sur le bien-être social. Le Service s'occupe également de la mise à jour du Manuel des codes de dépenses ministérielles et de l'index du Système d'information financière.

Le Service de la comptabilité est responsable de la mise à jour et de l'exécution des fonctions bancaires du Ministère, du rapprochement des comptes débiteurs et créditeurs et du dépôt des recettes. Il veille en outre à l'intégrité financière et au contrôle des systèmes de paiement. De plus, le Service maintient à jour le système d'inventaire des actifs d'ameublement et d'équipement et fournit les services de téléphone, d'achat et d'impression.

Le Service des locaux coordonne la satisfaction des besoins des vingt-deux bureaux du Ministère dans la province et s'occupe également d'assurer la liaison avec le ministère de l'Approvisionnement et des Services pour la sécurité et d'importantes améliorations et rénovations. Le Service s'occupe également de la coordination des services de traduction avec le Bureau de traduction et remplit le rôle de coordonnateur ministériel pour la location de voitures.

Service des systèmes

Au cours de l'année 1991-92, le Service des systèmes a continué le jouer un rôle important de soutien ministeriel grâce à l'amélioration et l'entretien d'un certain nombre

mainframe and personal computer based systems. These systems are essential in supporting the delivery of services to clients and in providing the Department with information through the production of regular and ad hoc reports.

During the year, a major project was undertaken to deliver Personal Computer-based technology to the field offices. The objective of this project was to install a base of technology that could be built on to enhance delivery of client services. During this project, an implementation team spent an average of two to three months in each office providing staff members with formal and informal training; establishing a reasonable level of local technical support; and implementing a number of micro-based applications. This project will be completed by the middle of 1992- 93. The next phase of the project will identify opportunities to more effectively integrate this technology into the overall delivery of client services.

During the year, a preliminary design for a new integrated client system was completed describing the high level information and functional requirements. Although it was decided not to proceed with the development of the entire system, much of the information contained in that design will be used to determine improvements to the current technical environment.

Towards the end of 1991-92, a project was initiated to install a local area network in central office. This technology will provide an effective support tool for communications and for information and document sharing. As well, a working group will be identified to serve as a pilot to expand the use of the network in accomplishing specific work activities.

Audit Services

Audit Services is responsible for Internal Audit, Client Enquiries, and Client Investigations.

Internal Audit

Internal Audit is an independent group within the Department, responsible for measuring and evaluating internal control systems.

During 1991-92, the Unit conducted ten systems and compliance audits.

de systèmes informatiques, dont des unités centrales de traitement et des ordinateurs personnels. Ces systèmes sont essentiels au maintien des services offerts aux clients et à la fourniture de renseignements au ministère par l'entremise de rapports ordinaires et de rapports spéciaux.

Au cours de l'année, un grand projet a été lancé afin d'intégrer la technologie micro-informatique aux bureaux régionaux. L'objectif était d'installer une base de technologie sur laquelle on pourrait bâtir, de sorte à améliorer la prestation de services aux clients. Pendant la réalisation de ce projet, une équipe chargée de la mise en oeuvre a passé, en moyenne, de deux à trois mois dans chacun des bureaux régionaux afin d'offrir aux membres du personnel une formation suivie et une formation informelle, afin de s'assurer de la présence d'une aide technique suffisante au niveau local, et afin de mettre en pratique un certain nombre d'applications micro-informatiques. Ce projet sera terminé vers le milieu de l'année 1992-1993. Pendant la prochaine phase du projet, il faudra trouver des possibilités d'intégrer plus efficacement cette technologie à la prestation générale des services aux clients.

L'année a été témoin de la création d'une version préliminaire d'un nouveau système intégré de service au client. Ce système tient compte des importants besoins en matière d'information et de fonctionnement. Même si l'on a décidé de ne pas pousser plus loin l'élaboration de l'ensemble du système, il n'en reste pas moins qu'une bonne partie des données contenues dans ce projet servira à améliorer l'environnement technique.

Vers la fin de 1991-1992, un projet a été lancé pour installer un réseau local au bureau central. Cette technologie deviendra un outil efficace de communication et de partage d'information et de documentation. En outre, un groupe de travail sera créé et agira comme groupe-pilote chargé d'étendre l'utilisation du réseau à des activités particulières.

Service de vérification

C'est au Service de vérification qu'incombe la responsabilité de la vérification interne, des renseignements à la clientèle et de l'Unité d'enquête du bureau central.

Unité de vérification interne

L'Unité de vérification interne est, au sein du Ministère, un groupe autonome chargé d'évaluer les mécanismes internes de contrôle et d'en mesurer l'efficacité.

Au cours de l'année 1991-92, l'unité a effectué dix (10) vérifications sur les systèmes et la conformité aux directives établies.

An Audit Committee, consisting of the Deputy Minister and management staff, held three meetings to review all audit reports relating to the Department.

Client Enquiries

The Client Enquiries Unit is responsible for answering enquiries regarding the Department's programs and services, and coordinating requests for repatriation.

During 1991-92, the Unit responded to over 7,200 enquiries, the majority of which were done by telephone.

Client Investigations

The Client Investigations Unit is responsible for monitoring the general integrity of delivery of financial assistance programs by the Income Security Division. This is achieved by having the staff conduct home visits, of a random sample, of Income Assistance clients throughout the province. Reports are forwarded to management to provide a quality assessment of service.

The Unit also provides a support service to both Income Maintenance and Income Support Programs by providing on-site investigations of specific cases referred by these programs.

During 1991-92, the Unit performed over 4,200 visits throughout the province.

This Unit was also responsible for administering the Summer Student Case Review Project for the Department. A total of thirty- nine university students were hired to visit clients in their homes in order to validate client information. Over 11,000 case reviews were completed under this project.

Un comité de vérification, composé du sous-ministre et de gestionnaires, a tenu trois (3) réunions afin d'étudier les rapports de toutes les vérifications touchant le Ministère.

Unité de renseignements à la clientèle

Comme son nom l'indique, l'unité de renseignements à la clientèle répond aux demandes de renseignements sur les programmes et sur les services du Ministère et coordonne les demandes de rapatriement des clients.

En 1991-92, l'Unité a donné suite à 7,200 demandes de renseignements, la plupart effectuées par téléphone.

Unité des enquêtes auprès des clients

L'unité des enquêtes auprès des clients a pour tâche de surveiller l'intégrité du processus de distribution des prestations dans le cadre des programmes d'aide financière de la Division de la sécurité du revenu. A cette fin, les employés effectuent des visites à domicile auprès de bénéficiaires choisis au hasard dans la province. Les rapports sont envoyés à la direction aux fins d'évaluation de la qualité du service.

L'unité offre aussi un service d'appui aux programmes du Soutien du revenu et de l'Aide financière en effectuant des enquêtes sur place à l'égard de cas précis signalés dans le cadre de ces programmes.

En 1991-1992, l'unité a effectué plus de 4 200 visites dans la province.

L'unité s'est également occupée pour le Ministère de l'administration du projet d'étude des dossiers par les étudiants. En tout, on a embauché trente-neuf étudiants du niveau universitaire chargés d'effectuer des visites à domicile afin de vérifier les renseignements fournis par les clients. Le projet a ainsi permis de terminer l'étude de 11 000 dossiers.

Social Welfare Appeals Board

The Board was established in the 1960's under the Social Welfare Act and Regulations to permit applicants and clients to seek an independent review of a Departmental decision. It is a quasi-judicial, independent tribunal that is arms length from government.

The Regulations ensure that the Appeals Board shall be composed of a chairperson, two vice-chairpersons and not more that 16 members to be appointed by the Lieutenant-Governor-in Council.

Members are appointed for terms of 1 to 3 years.

Purpose of the Board

The Appeals Board is the final step in a three-tiered appeal process. The first two are internal administrative reviews; the third and final step is an appeal to the provincial Social Welfare Appeals Board.

The Appeals Board hears cases at the request of appellants relating to matters under the jurisdiction of the Social Welfare Act and Regulations initiated in the Department of Income Assistance.

The Board may also investigate and report to the Minister on any matter under the Act or the Regulations that may be referred to them by the minister.

Process

Appeals may be filed by an applicant or recipient under the following circumstances: application for assistance has been denied; financial assistance granted is insufficient or inappropriate; financial assistance has been discontinued or reduced; or financial assistance has been unreasonably delayed.

Commission d'appel du bien-être social

Organisme quasi judiciaire et indépendant du gouvernement, la Commission a été créée dans les années 1960 en vertu de la Loi sur le bien-être social et de ses règlements d'application. La Commission offre aux clients et aux auteurs de demandes la possibilité de demander la révision d'une décision du Ministère par un organisme indépendant.

Les règlements stipulent que la Commission d'appel du bien-être social est composée d'une(e) président(e), de deux vice- président(e)s et d'au plus 16 membres nommés par le lieutenant- gouverneur en conseil.

Les membres sont nommés pour un mandat allant de un à trois ans.

Raison d'être de la Commission

L'appel présenté devant la Commission est le recours de dernière instance dans un processus d'appel à trois paliers. Il est possible de présenter au préalable deux requêtes qui entraînent une révision administrative interne du dossier, mais la troisième et dernière requête consiste en un appel interjeté devant la Commission provinciale d'appel du bien-être social.

A la demande des appelants, la Commission d'appel entend des causes en vertu de la Loi sur le bien-être social et de ses règlements d'application.

La Commission peut également enquêter sur tout point que la Ministre lui a signalé à l'égard de l'application de la Loi et de ses règlements et elle doit lui rendre compte des résultats de l'enquête.

Motifs d'appel

Toute personne qui demande ou reçoit de l'assistance sociale peut interjeter appel dans les circonstances suivantes : lorsque sa demande d'aide a été rejetée; lorsque ses prestations sont insuffisantes ou ne conviennent pas; lorsqu'on a interrompu le versement de ses prestations ou qu'on les a réduites; ou encore, lorsque l'aide financière a été retardée sans raison valable.

Frequency of Appeals

The number of appeals in 1991-92 was slightly higher than in 1990- 91.

During the past six years, appeals were as follows:

1991-92 - 421
1990-91 - 394
1989-90 - 340
1988-89 - 384
1987-88 - 431

In 1991-92, 14 of the appellants failed to appear for their schedule hearings.

Appeals by Outcome

i)	Cancelled	34%
ii)	Did Not Appear	3.4%
iii)	Postponed	2.7%
iv)	Granted	21.7%
v)	Rejected	68.8%

Fréquence des appels

Au cours de l'année 1991-1992, le nombre d'appels a été un peu plus élevé qu'en 1990-1991.

Voici les chiffres des six dernières années :

1991-1992 - 421
1990-1991 - 394
1989-1990 - 340
1988-1989 - 384
1987-1988 - 431

En 1991-1992, 14 appelants ne se sont pas présentés à l'audience de leur cas.

Résultats des appels

i)	annulations	3,4 %
ii)	non-comparutions	3,4 %
iii)	reportés	2,7 %
iv)	jugements favorables	21.7 %
v)	jugements défavorables	68,8 %

APPENDIX "A"

The following groups were assisted under the Community Volunteer program for the 1991-92 fiscal year:

	Responsibility
1. Albert County Action Committee, Riverview	Food Bank/ Clothing Bank
2. Au Rayon D'Espoir	Food Bank/ Clothing Bank/ Other
3. Carleton Volunteer Family Services Inc,. Woodstock	Food Bank
4. Christian Food Bank Ministries Inc., Moncton	Food Bank/Other
5. Centre bénévolat de Bathurst	Food Bank/ Clothing Bank/ Soup Kitchen
6. Centre de bénévolat de la Péninsule acadienne, Caraquet	Food Bank/ Clothing Bank
7. Central N.B. Self Help Group, Boiestown	Food Bank/ Clothing Bank
8. Chipman Community Care Inc	Emergency Food/ Clothing Bank/ Furniture Bank
9. Comité d'Aide communautaire, Néguac	Clothing Bank/ Meals to Needy School Children/ Other
10. Comité d'entraide d'Allardville	Food Bank/ Clothing Bank
11. Comité de bien-être et de la santé, Allardville	Support & Services
12. Comité de bénévolat, Rogersville	Food Bank
13. Community Food Bank, Newcastle	Food Bank/ Soup Kitchen
14. Comptoir vestimentaire de Grand Sault	Clothing Bank & Repairs

Annexe «A»

Au cours de l'année financière 1990-91, les groupes suivants ont reçu une subvention en vertu du Programme d'action communautaire bénévole:

	Responsabilité
1. Albert County Action Committee, Riverview	Comptoir alimentaire/ Comptoir vestimentaire
2. Au Rayon D'Espoir	Comptoir alimentaire/ Comptoir vestimentaire/ Autres
3. Carleton Volunteer Family Services Inc, Woodstock	Comptoir alimentaire
4 Christian Food Bank Ministries Inc., Moncton	Comptoir alimentaire/ Autres
5. Centre bénévolat de Bathurst	Comptoir alimentaire/ Comptoir vestimentaire/ Soupe populaire
6. Centre de bénévolat de la Péninsule acadienne, Caraquet	Comptoir alimentaire/ Comptoir vestimentaire
7. Central N.B. Shelf Help Group, Boiestown	Comptoir alimentaire Comptoir vestimentaire
8. Chipman Community Care Inc	Comptoir alimentaire d'urgence/Comptoir vestimentaire/Comptoir de meubles
9. Comité d'Aide communautaire, Néguac	Comptoir alimentaire/ «Meals to Needy School Children»/Autres
10. Comité d'entraide d'Allardville	Comptoir alimentaire/ Comptoir vestimentaire
11. Comité de bien-être et de la santé, Allardville	Soutien et services
12. Comité de bénévolat, Rogersville	Comptoir alimentaire
13. Community Food Bank, Newcastle	Comptoir alimentaire/ Soupe populaire
14. Comptoir vestimentaire de Grand Sault	Comptoir vestimentaire & raccommodages

Appendix "A" (*cont'd*)

15. Comptoir vestimentaire de Saint-André	Clothing Bank & Repairs
16. Comptoir vestimentaire de St. Leonard	Clothing Bank & Repairs
17. Dorchester National Association	Food Bank/ Clothing Bank
18. Food Bank Moncton	Food Distribution Center (To other food banks)
19. Fredericton Anti-Poverty Organization	Furniture Depot/ distribution
20. Fredericton Community Kitchen	Soup Kitchen
21. Fredericton Food Bank	Food Bank/ Clothing Bank
22. Fredericton Emergency Shelter Inc.	Emergency Shelter
23. Hampton Food Basket & Clothing	Food Bank/ Clothing Bank
24. Karing Kitchen Inc., Moncton	Kitchen
25. Kent County Community Voluntary Centre, Richibouctou	Food Bank/Meals
26. L'Atelier RADO Inc., Edmundston	Food Bank/ Clothing Bank
27. Mapleton Food & Clothing Bank	Food Bank/ Clothing Bank
28. McAdam Resource Centre	Food Bank/ Clothing Bank/ Other
29. Minto Community Resource Centre	Food Bank/ Clothing Bank/ Other
30. North End Food Bank	Food Bank
31. Oromocto Food Bank	Food Bank
32. Port Elgin Voluntary Action Group	Food Bank

Annexe «A» (*suite*)

15. Comptoir vestimentaire de Saint-André	Comptoir vestimentaire & raccommodages
16. Comptoir vestimentaire de St. Leonard	Comptoir vestimentaire & raccommodages
17. Dorchester National Association	Comptoir alimentaire/ Comptoir vestimentaire
18. Food Bank Moncton	Centre de distribution alimentaire (aux comptoires alimentaires)
19. Fredericton Anti-Poverty Organization	Entreposage et distribution de meubles
20. Fredericton Community Kitchen	Soupe populaire
21. Fredericton Food Bank	Comptoir alimentaire/ Comptoir vestimentaire
22. Fredericton Emergency Shelter Inc.	Foyer d'accueil d'urgence
23. Hampton Food Basket & Clothing	Comptoir alimentaire/ Comptoir vestimentaire
24. Karing Kitchen Inc., Moncton	Soupe populaire
25. Kent County Community Voluntary Centre, Richibouctou	Comptoir alimentaire/ Repas
26. L'Atelier RADO Inc., Edmundston	Comptoir alimentaire/ Comptoir vestimentaire
27. Mapleton Food & Clothing Bank	Comptoir alimentaire/ Comptoir vestimentaire
28. McAdam Resource Centre	Comptoir alimentaire/ Comptoir vestimentaire/ Autres
29. Minto Community Resource Centre	Comptoir alimentaire/ Comptoir vestimentaire/ Autres
30. North End Food Bank	Comptoir alimentaire
31. Oromocto Food Bank	Comptoir alimentaire
32. Port Elgin Voluntary Action Group	Comptoir alimentaire

Appendix "A" (*cont'd*)

33. Ray of Hope Kitchen	Soup Kitchen
34. Restigouche County Volunteer Action Association Inc., Campbellton	Food Bank/ Clothing Bank
35. Romero House Soup Kitchen	Soup Kitchen
36. Sackville Assistance Centre	Food Bank/ Clothing Bank
37. Secours Amitié, Shippagan	Food Bank/ Clothing Bank
38. Shepody Assistance Centre, Alma	Food Bank
39. Single Parent Resource Centre, Saint John	Information/ Support & Services
40. St. Stephen Volunteer Centre	Food Bank
41. Support People of Today, Petitcodiac	Food Bank/ Clothing Bank
42. Vestiaire Saint-Joseph, Shediac	Food Bank/ Clothing Bank
43. Victoria County Community Voluntary Action, Perth-Andover	Clothing Bank
44. West Saint John Food Bank	Food Bank

Annexe «A» (*suite*)

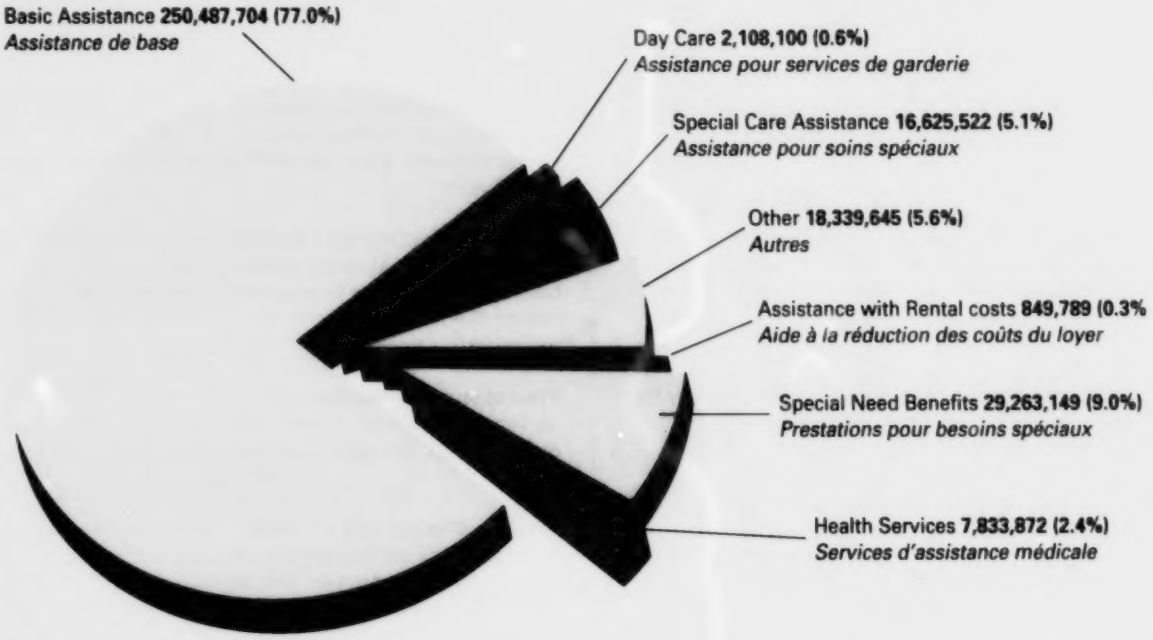
33. Ray of Hope Kitchen	Soupe populaire
34. Restigouche County Volunteer Action Association Inc., Campbellton	Comptoir alimentaire/ Comptoir vestimentaire
35. Romero House Soup Kitchen	Soupe populaire
36. Sackville Assistance Centre	Comptoir alimentaire/ Comptoir vestimentaire
37. Secours Amitié, Shippagan	Comptoir alimentaire/ Comptoir vestimentaire
38. Shepody Assistance Centre, Alma	Comptoir alimentaire
39. Single Parent Resource Centre, Saint John	Renseignements, soutien et services
40. St. Stephen Volunteer Centre	Comptoir alimentaire
41. Support People of Today, Petitcodiac	Comptoir alimentaire/ Comptoir vestimentaire
42. Vestiaire Saint-Joseph, Shediac	Comptoir alimentaire/ Comptoir vestimentaire
43. Victoria County Community Voluntary Action, Perth-Andover	Comptoir vestimentaire
44. West Saint John Food Bank	Comptoir alimentaire

Appendix "B"

Annexe «B»

Expenditures 1991 - 1992

Dépenses pour 1991 - 1992



Footnotes

Services delivery costs (salaries and overhead) are included in each item.

Basic Assistance - payments made under the Social Welfare Act to or on behalf of clients.

Daycare - payments made under the Social Welfare Act Daycare subsidies (refer to Appendix 9, Average Monthly Number of Children Receiving Daycare Subsidy, 1991-92

Remarques

Les coûts de prestation des services (salaires et frais généraux) sont inclus dans les dépenses relatives à chacun des éléments.

Assistance de base - Prestations versées en vertu de la Loi sur le bien-être social aux clients ou pour le compte des clients.

Assistance pour le service de garderie - Prestation versées en vertu de la Loi sur le bien- être social sous forme de subvention au titre des services de garderie (voir Annexe 9, Nombre mensuel moyen d'enfants ayant bénéficié d'une subvention spéciale au titre des services de garderie en 1991-92).

Special Care Assistance - includes

a) "Nursing Homes" - payments made under the Social Welfare Act for persons in Nursing Homes (refer to Appendix 5, Average Monthly Number Receiving Financial Assistance for Care in Nursing Homes, 1991- 92

b) "Special Care Homes" - payments made under the Social Welfare Act for persons in Special Care Homes (refer to Appendix 6 Average Monthly Number Receiving Financial Assistance for Care in Special Care Homes, 1991-92).

Others - includes expenditures for appeals, grants, training, administration and planning.

Assistance with Rental Costs - payments made under the Social Welfare Act for elderly and disabled persons in need of assistance with rental costs.

Special Need Benefits - payments made under the Social Welfare Act to clients in emergency situations.

Health Services - payments made under the Health Services Act, for basic uninsured health services, supplies and items.

Assistance pour soins spéciaux

a) "Foyers de soins" - Prestations versées en vertu de la Loi sur le bien-être social en faveur des pensionnaires de foyers de soins (voir Annexe 5, Nombre mensuel moyen de pensionnaires de foyers de soins ayant reçu une aide financière en 1991-92).

b) "Foyers de soins" - Prestation versées en vertu de la Loi sur le bien-être social en faveur des pensionnaires de foyers de soins spéciaux (voir Annexe 6, Nombre mensuel moyen de pensionnaires de foyers de soins spéciaux ayant reçu une aide financière en 1991-92).

Autres - Comprend notamment les dépenses relatives aux appels, aux subventions, à la formation, à l'administration, à la réadaptation professionnelle et à la planification.

Aide à la réduction des coûts du loyers - Prestations versées en vertu de la Loi sur le bien- être social aux citoyens aînés et aux personnes handicapées qui ont besoin d'aide pour assumer les frais de location de leur logement.

Prestations pour besoins spéciaux - Prestations versées en vertu de la Loi sur le bien- être social aux personnes qui éprouvent des difficultés financières ayant caractère urgent.

Services d'assistance médicale - Prestations versées en vertu de la Loi sur les services d'assistance médicale pour le paiement des services, de fournitures et d'articles de base reliés à la santé et qui ne sont pas couverts par le régime d'Assurance-maladie.

Appendix/Annexe 1

Average Caseload for Period 1984-92
Moyenne de dossiers pour la période 1984-92

Program/ Programme	Fiscal Years Années fiscales	Caseloads Dossiers
Day Care Caseload/ Subvention au titre des services de garderie	1984-85	733
	1985-86	713
	1986-87	816
	1987-88	962
	1988-89	973
	1989-90	1,022
	1990-91	1,077
	1991-92	**818**
Nursing Home/ Foyers de soins	1984-85	643
	1985-86	642
	1986-87	664
	1987-88	705
	1988-89	640
	1989-90	642
	1990-91	576
	1991-92	**536**
Special Care Homes/ Foyer de soins spéciaux	1984-85	920
	1985-86	980
	1986-87	1,051
	1987-88	1,119
	1988-89	1,392
	1989-90	1,380
	1990-91	1,352
	1991-92	**1,505**
Long Term Established Needs/ Programme d'aide à long terme	1985-86	8,052
	1986-87	7,705
	1987-88	7,797
	1988-89	8,267
	1989-90	8,283
	1990-91	8,148
	1991-92	**8,063**
Upgrading, Training & Placement/ Programme de perfectionnement, de formation et de placement	1985-86	23,060
	1986-87	23,730
	1987-88	23,608
	1988-89	22,825
	1989-90	22,453
	1990-91	23,914
	1991-92	**26,380**
Interim/ Provisoire	1985-86	3,793
	1986-87	4,218
	1987-88	3,894
	1988-89	3,556
	1989-90	3,419
	1990-91	3,911
	1991-92	**4,702**
Rental Assistance Disabled/ Aide à la réduction des coûts du loyer pour Personnes handicapées	1987-88	211
	1988-89	239
	1989-90	255
	1990-91	256
	1991-92	**279**
Rental Assistance Senior/ Aide à la réduction des coûts du loyer pour personnes agées	1987-88	1,576
	1988-89	1,454
	1989-90	1,380
	1990-91	1,212
	1991-92	**860**
Rental Assistance Room & Board/ Aide à la réduction des coûts du loyer pour chambre et pension	1990-91	129
	1991-92	**140**

Appendix/Annexe 2

Average Monthly Interim Assistance Caseload and Number of Recipients, 1991-92
Nombre mensuel moyen de dossiers et de bénéficiaires du Programme d'aide provisoire en 1991-92

	Average Monthly Caseload/ Nombre mensuel moyen de dossiers	Average Monthly Number of Recipients/Nombre mensuel moyen de de bénéficiaires
Moncton	580	633
Sackville	55	66
Shediac	56	63
Regional Total/Total régional	**691**	**762**
Richibucto	111	124
Regional Total/Total régional	**111**	**124**
Saint John	886	948
Regional Total/Total régional	**886**	**948**
Sussex	167	196
Regional Total/Total régional	**167**	**196**
St. Stephen	134	183
Regional Total/Total régional	**134**	**183**
Fredericton	666	777
Minto	85	107
Regional Total/Total régional	**751**	**884**
Woodstock	259	344
Perth	104	114
Regional Total/Total régional	**363**	**458**
Edmundston	130	142
Regional Total/Total régional	**130**	**142**
Grand Falls/Grand Sault	59	71
Regional Total/Total régional	**59**	**71**
Campbellton	309	352
Kedgwick	38	48
Regional Total/Total régional	**347**	**400**
Bathurst	284	313
Regional Total/Total régional	**284**	**313**
Newcastle	277	308
Neguac	82	88
Regional Total/Total régional	**359**	**396**
Caraquet	171	221
Tracadie	140	172
Shippagan	109	142
Regional Total/Total régional	**420**	**535**
Provincial Total/Total provincial	**4,702**	**5,412**

Appendix/Annexe 3

Average Monthly Upgrading, Training and Placement Caseloads and Number of Recipients, 1991-92
Nombre mensuel moyen de dossiers et de bénéficiaires du Programme de perfectionnement, de formation et de placement en 1991-92

	Average Monthly Caseload/ Nombre mensuel moyen de dossiers	Average Monthly Number of Recipients/Nombre mensuel moyen de de bénéficiaires
Moncton	4,226	8,401
Sackville	241	533
Shediac	566	1,135
Regional Total/Total régional	**5,033**	**10,069**
Richibucto	974	2,164
Regional Total/Total régional	**974**	**2,164**
Saint John	5,151	10,775
Regional Total/Total régional	**5,151**	**10,775**
Sussex	933	2,144
Regional Total/Total régional	**933**	**2,144**
St. Stephen	805	1,828
Regional Total/Total régional	**805**	**1,828**
Fredericton	2,485	5,720
Minto	263	625
Regional Total/Total régional	**2,748**	**6,345**
Woodstock	819	2,065
Perth	409	1,060
Regional Total/Total régional	**1,228**	**3,125**
Edmundston	1,133	2,436
Regional Total/Total régional	**1,133**	**2,436**
Grand Falls/Grand Sault	492	1,232
Regional Total/Total régional	**492**	**1,232**
Campbellton	1,396	3,079
Kedgwick	224	492
Regional Total/Total régional	**1,620**	**3,571**
Bathurst	1,531	3,525
Regional Total/Total régional	**1,531**	**3,525**
Newcastle	1,532	3,440
Neguac	449	1,183
Regional Total/Total régional	**1,981**	**4,623**
Caraquet	952	2,075
Tracadie	1,033	2,301
Shippagan	766	1,548
Regional Total/Total régional	**2,751**	**5,924**
Provincial Total/Total provincial	**26,380**	**57,761**

Appendix/Annex 4

Provincial FOCUS Program Placements
Placements dans le cadre du programme CIBLE provincial 91-92

Components/Composantes	Number of Placements Nombre de placements
Canadian Job Strategy (CJS) (Employment and Immigration)/ Programme de la Planification de l'emploi (PPE) (Emploi et Immigration)	802
Partners Program/Programme Tandem	272
Goal Setting and Employment Preparation (GSEP)/Programme de préparation à l'emploi (PPE)	405
Basic Training Skills Development (BTSD)/Cours préparatoires à la formation professionnelle (CPFP)	711
Life Skills/Cours de dynamique de vie	329
Job Finding Clubs/Clubs de recherche d'emploi	286
Transition to Employment/Programme d'intégration à l'emploi	59
Literacy/Programme d'alphabétisation	580
Employment Exposure/Programme d'exploration du marché du travail	263
Other Training*/Autre formation*	877
Access Program/Programme Accès	2379
Total	6973

*NOTE: Includes Budgeting and Personal Life Skills
Comprend les cours d'établissement d'un budget et de dynamique de vie personnelle.

Approximately 7,000 clients participated in the program during the fiscal year. The number of clients participating is generally less than the number of placements, as many clients may require multiple services to achieve an employability goal.

Environ 7 000 clients ont participé au programme pendant l'année. Le nombre de participants est généralement moindre que le nombre de placements puisque bon nombre de clients requièrent des services multiples pour atteindre leur objectif d'autonomie.

Appendix/Annexe 5

Average Monthly Number Receiving Financial Assistance for Care in Nursing Homes, 1991-92
Nombre mensuel moyen de pensionnaires de foyers de soins ayant reçu une aide financière en 1991-92

	Average Monthly Number/ Nombre mensuel moyen
Moncton	62
Sackville	17
Shediac	32
Regional Total/Total régional	**111**
Richibucto	35
Regional Total/Total régional	**35**
Saint John	52
Regional Total/Total régional	**52**
Sussex	8
Regional Total/Total régional	**8**
St. Stephen	41
Regional Total/Total régional	**41**
Fredericton	54
Minto	5
Regional Total/Total régional	**59**
Woodstock	17
Perth	25
Regional Total/Total régional	**42**
Edmundston	24
Regional Total/Total régional	**24**
Grand Falls/Grand Sault	5
Regional Total/Total régional	**5**
Campbellton	16
Kedgwick	12
Regional Total/Total régional	**28**
Bathurst	14
Regional Total/Total régional	**14**
Newcastle	36
Neguac	11
Regional Total/Total régional	**47**
Caraquet	13
Tracadie	2
Shippagan	55
Regional Total/Total régional	**70**
Provincial Total/Total provincial	**536**

Appendix/Annexe 6

Average Monthly Number Receiving Financial Assistance for Care in Special Care Homes, 1991-92
Nombre mensuel moyen de pensionnaires de foyers de soins spéciaux ayant reçu une aide financière en 1991-92

	Average Monthly Number/ Nombre mensuel moyen
Moncton	216
Sackville	0
Shediac	55
Regional Total/Total régional	**271**
Richibucto	70
Regional Total/Total régional	**70**
Saint John	242
Regional Total/Total régional	**242**
Sussex	81
Regional Total/Total régional	**81**
St. Stephen	30
Regional Total/Total régional	**30**
Fredericton	74
Minto	8
Regional Total/Total régional	**82**
Woodstock	28
Perth	5
Regional Total/Total régional	**33**
Edmundston	120
Regional Total/Total régional	**120**
Grand Falls/Grand Sault	115
Regional Total/Total régional	**115**
Campbellton	85
Kedgwick	17
Regional Total/Total régional	**102**
Bathurst	92
Regional Total/Total régional	**92**
Newcastle	28
Neguac	39
Regional Total/Total régional	**67**
Caraquet	67
Tracadie	81
Shippagan	52
Regional Total/Total régional	**200**
Provincial Total/Total provincial	**1,505**

Appendix/Annexe 7

Average Monthly Long-Term Established Needs (LTEN) Program Caseloads and Number of Recipients, 1991-92
Nombre mensuel moyen de dossiers et de bénéficiaires du Programme d'aide à long terme (PALT) en 1991-92

	Average Monthly Caseload/ Nombre mensuel moyen de dossiers	Average Monthly Number of Recipients/Nombre mensuel moyen de bénéficiaires
Moncton	1,045	1,310
Sackville	81	104
Shediac	219	283
Regional Total/Total régional	**1,345**	**1,697**
Richibucto	405	548
Regional Total/Total régional	**405**	**548**
Saint John	1,099	1,363
Regional Total/Total régional	**1,099**	**1,363**
Sussex	182	244
Regional Total/Total régional	**182**	**244**
St. Stephen	212	283
Regional Total/Total régional	**212**	**283**
Fredericton	704	925
Minto	153	189
Regional Total/Total régional	**857**	**1,114**
Woodstock	251	383
Perth	164	247
Regional Total/Total régional	**415**	**630**
Edmundston	463	655
Regional Total/Total régional	**463**	**655**
Grand Falls/Grand Sault	216	324
Regional Total/Total régional	**216**	**324**
Campbellton	508	679
Kedgwick	96	140
Regional Total/Total régional	**604**	**819**
Bathurst	581	803
Regional Total/Total régional	**581**	**803**
Newcastle	519	679
Neguac	208	350
Regional Total/Total régional	**727**	**1,029**
Caraquet	325	444
Tracadie	396	631
Shippagan	236	316
Regional Total/Total régional	**957**	**1,391**
Provincial Total/Total provincial	**8,063**	**10,900**

Appendix/Annexe 8

Average Monthly Rental Assistance Caseload 1991-92
Nombre mensuel moyen d'aide à réduction des coûts du loyer 1991-92

	Seniors Caseload/ Dossiers de personnes agées	Disabled Caseload/ Dossiers de personnes handicapées	Room/Board Caseload for Disabled Persons/ Dossiers de chambre et pensions de personnes handicapées	Total
Moncton	160	79	22	261
Sackville	7	0	3	10
Shediac	23	1	7	31
Regional Total/Total régional	**190**	**80**	**32**	**302**
Richibucto	46	4	3	53
Regional Total/Total régional	**46**	**4**	**3**	**53**
Saint John	179	26	13	218
Regional Total/Total régional	**179**	**26**	**13**	**218**
Sussex	8	3	2	13
Regional Total/Total régional	**8**	**3**	**2**	**13**
St. Stephen	11	4	1	16
Regional Total/Total régional	**11**	**4**	**1**	**16**
Fredericton	56	28	13	97
Minto	4	2	7	13
Regional Total/Total régional	**60**	**30**	**20**	**110**
Woodstock	23	6	3	32
Perth	4	0	2	6
Regional Total/Total régional	**27**	**6**	**5**	**38**
Edmundston	86	30	5	121
Regional Total/Total régional	**86**	**30**	**5**	**121**
Grand Falls/Grand Sault	40	14	4	58
Regional Total/Total régional	**40**	**14**	**4**	**58**
Campbellton	56	20	9	85
Kedgwick	5	3	1	9
Regional Total/Total régional	**61**	**23**	**10**	**94**
Bathurst	61	34	14	109
Regional Total/Total régional	**61**	**34**	**14**	**109**
Newcastle	52	11	10	73
Neguac	3	0	3	6
Regional Total/Total régional	**55**	**11**	**13**	**79**
Caraquet	10	2	3	15
Tracadie	11	7	5	23
Shippagan	16	4	10	30
Regional Total/Total régional	**37**	**13**	**18**	**68**
Provincial Total/Total provincial	**861**	**278**	**140**	**1279**

Appendix/Annexe 9

Average Monthly Number of Children Receiving Day Care Subsidy, 1991-92
Nombre mensuel moyen d'enfants ayant bénéficié d'une subvention spéciale au titre des services de garderie en 1991-92

	Average Monthly Number/ Nombre mensuel moyen
Moncton	138
Sackville	2
Shediac	2
Regional Total/Total régional	**142**
Richibucto	4
Regional Total/Total régional	**4**
Saint John	218
Regional Total/Total régional	**218**
Sussex	1
Regional Total/Total régional	**1**
St. Stephen	16
Regional Total/Total régional	**16**
Fredericton	238
Minto	1
Regional Total/Total régional	**239**
Woodstock	9
Perth	8
Regional Total/Total régional	**17**
Edmundston	34
Regional Total/Total régional	**34**
Grand Falls/Grand Sault	3
Regional Total/Total régional	**3**
Campbellton	26
Kedgwick	0
Regional Total/Total régional	**26**
Bathurst	55
Regional Total/Total régional	**55**
Newcastle	20
Neguac	0
Regional Total/Total régional	**20**
Caraquet	7
Tracadie	15
Shippagan	21
Regional Total/Total régional	**43**
Provincial Total/Total provincial	**818**

Appendix/Annexe 10

This financial overview was prepared on the basis of the best available information at the time of publication and therefore may not correspond exactly with the figures which are subsequently published in the Public Accounts.

Le présent aperçu financier a été préparé à l'aide des renseignements disponibles au moment de la publication et peut par conséquent ne pas correspondre exactement aux données publiées par la suite dans les comptes publics.

Financial Overview
Aperçu financier

Program/ Programme	Main Estimate Budget principal	Expenditure/ Dépenses	Variance (Under) Over Écart Plus Moins	Note
Corporate Services Services administratifs	5,081.4	4,927.6	(153.8)	1.
Income Security/ Services de la sécurité du revenu	283,082.4	320,524.8	37,442.4	
Total	288,163.8	325,452.4	37,288.6	

Notes:

1. The under-expenditure in the Corporate Services was due to the implementation of restraint measures.

   Le montant non-dépensé de la Division des services généraux est attribuable à la mise en oeuvre de mesures restrictives.

2. The over expenditure was due to increased caseloads in two regular assistance components, Upgrading, Training and Placement plus Interim Assistance as well as Special Care Homes.

   Le dépassement de crédit est dû à l'augmentation de la charge de travail dans le cadre de deux programmes courants, soit le Programme de perfectionnement, de formation et de placement et le Programme d'aide provisoire, ainsi que dans le cadre du Programme d'assistance aux pensionnaires de foyers de soins spéciaux.

   Increased caseload brought increased demand for Health Services (Vision and Dental) and emergency Special Needs Benefits such as Housing Repairs, Food, Homemakers, Utilities, and Medical Transportation.

   L'augmentation de la charge de travail a entraîné l'accroissement des demandes d'assistance médicale (visuelle et dentaire) et de prestations spéciales en vue de réparations domiciliaires, d'achat de nourriture, de services d'aide familiale, de paiement des services publics, et le transport médical.